

La nationalité revient dans le débat de 2012

La Droite populaire veut rétablir la loi Pasqua sur l'acquisition de la citoyenneté française.

GUILLAUME PERRAULT

MAJORITÉ Faut-il exiger des enfants nés en France de parents étrangers qu'ils manifestent leur volonté de devenir français à 18 ans ? C'est le souhait de

la Droite populaire, aile droite de l'UMP, qui a fait adopter cette recommandation jeudi lors d'un atelier organisé à l'Assemblée sur « *la nation dans la mondialisation* ». Les préconisations issues des ateliers et des conventions de l'UMP sont censées nourrir le programme du candidat à l'Élysée en 2012.

Actuellement, les enfants nés en France de parents étrangers deviennent automatiquement français à 18 ans (sauf refus explicite de leur part). « *La carte d'identité n'est souvent que la carte bancaire, voire la carte Vitale pour certains* », n'a pas hésité à affirmer le héraut de la droite populaire, Lionnel Luca, député UMP des Alpes-Maritimes. En termes moins polémiques, le secrétaire d'État aux Anciens Combattants Marc Laffineur (qui a très brièvement assisté aux débats) a jugé lui aussi « *légitime d'attendre de nos compatriotes qu'ils manifestent leur adhésion à la nation* ». Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, qui ne s'est pas attardé, a préféré consacrer son allocution au droit de vote des étrangers aux élections locales, réclamé par la gauche. Copé a réaffirmé l'opposition de l'UMP à cette réforme.

Parmi les intervenants de la société civile, l'historien Dimitri Casali a préconisé de « *réapprendre aux enfants à*

aimer la France ». Il a déploré que les manuels scolaires évoquent les empires africains alors qu'ils délaissent les grandes figures traditionnelles de l'histoire de France. L'essayiste Malika So-



« Attention à certains mots qui blessent. Mon père ne sait pas lire ni écrire et il est sans doute plus français que vous ne l'êtes »

JEANNETTE BOUGRAB

rel-Sutter, pour sa part, a estimé que la ghettoïsation vécue par certaines populations d'origine étrangère pouvait être « *voulue* » et non « *subie* ».

« *Attention à certains mots qui blessent*, a vivement réagi Jeannette Bougrab, secrétaire d'État à la Jeunesse. *J'ai été blessée par les propos de Dimitri Casali et de Malika Sorel-Sutter.* » Fille de harki, la secrétaire d'État a ajouté : « *Mon père ne sait pas lire ni écrire et il est sans doute plus français que vous ne l'êtes.* » « *Merci de nous dire ta vérité*, lui a répondu Lionnel Luca. *Si toutes les familles en France étaient (comme) ta famille, on n'aurait pas besoin de faire une convention aujourd'hui.* »

Najat Vallaud-Belkacem, secrétaire nationale du PS aux questions de société, a vu dans la préconisation de la Droite populaire une preuve de « *l'inexorable dérive de la droite républicaine* » en direction du Front national. ■